



Projet d'implantation d'un parc photovoltaïque au sol
situé avenue du chêne vert au lieu-dit « Les Prés »
sur le territoire de la commune de Bonnac-la-Côte

Maîtrise d'ouvrage : SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE, filiale de la SARL IRISOLARIS

Arrêté DL/BPEUP n°2021-64 du 04 juin 2021

**portant ouverture d'une enquête publique relative à une demande de permis de construire
concernant un parc photovoltaïque au sol avenue du chêne vert au lieu-dit "Les Prés"
sur le territoire de la commune de Bonnac-la-Côte**

Le Préfet de la Haute-Vienne

Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.421-1, R.422-2, R.423-20, R.423-32 et R.423-57 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants relatifs à l'autorité environnementale, ainsi que ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants relatifs aux enquêtes publiques ayant trait aux projets ayant une incidence sur l'environnement ;

VU la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU les décrets d'application prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le dossier de demande de permis de construire N°PC087102020J5796, déposé le 11 août 2020 par la SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE, dont le siège social se situe 173-175 rue de Bercy – Tour Lyon Bercy – 75012 PARIS, représentée par M. Arnaud BRUNEL pour l'implantation d'un parc photovoltaïque avenue le chêne vert, au lieu-dit "Les Prés", sur le territoire de la commune de Bonnac-la-Côte ;

VU l'étude d'impact incluse dans le dossier d'enquête publique ;

VU l'ensemble des avis obligatoires recueillis et intégrés au dossier d'enquête publique, notamment l'avis du maire de la commune de Bonnac-la-Côte en date du 26 février 2021, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine en date du 14 février 2021 et la réponse du maître d'ouvrage à celui-ci ;

VU la décision en date du 26 mai 2021 du vice-président du tribunal administratif de Limoges, portant désignation de M. Benoist DELAGE en qualité de commissaire enquêteur pour la conduite de l'enquête susvisée ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adapter les conditions d'accueil du public à la situation sanitaire suscitée par l'épidémie de covid-19 ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article premier : Ouverture, durée et lieu de l'enquête

Une enquête publique sera ouverte pendant une **durée de trente-trois (33) jours consécutifs, du lundi 28 juin 2021 à partir de 09h00, au vendredi 30 juillet 2021 jusqu'à 17h30**, concernant la demande de permis de construire un parc photovoltaïque au sol avenue du chêne vert, au lieu-dit "Les Prés", sur le territoire de la commune de Bonnac-la-Côte, déposée par la SAS PARC SOLAIRE DE MAISON ROUGE, dont le siège social se situe 173-175 rue de Bercy - Tour Lyon Bercy - 75012 PARIS - représentée par M. Arnaud BRUNEL.

Ledit parc représentera une puissance crête de 3 516 kWc et sera implanté au niveau de la Zone d'Activités de Maison Rouge, avenue du chêne vert, au lieu-dit "Les Prés", sur une surface globale d'environ 3,8 hectares. Il est prévu l'installation de 7 032 modules photovoltaïques, l'aménagement de pistes internes et la construction d'un poste de livraison et un poste de transformation.

Article 2 : Dossier d'enquête et consultations

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique, composé notamment d'une étude d'impact sur le projet et de son résumé non technique, de l'avis de la commune de Bonnac-la-Côte ainsi que l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine et de la réponse du maître d'ouvrage à celui-ci, visé par le commissaire enquêteur, sera déposé en mairie de Bonnac-la-Côte, afin que toute personne intéressée puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux du public qui sont les suivants:

- Les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 09h00 à 12h00 puis de 14h00 à 17h30 ;
- Les mercredi et samedi de 09h00 à 12h00.

Ce dossier pourra, en cours d'enquête, et à la demande du commissaire enquêteur auprès du maître d'ouvrage, être complété par des documents utiles à la bonne information du public.

Toutes les informations relatives à l'enquête ainsi que le dossier d'enquête pourront être consultés:

- sur le site internet des services de l'État dans la Haute-Vienne à l'adresse suivante: www.haute-vienne.gouv.fr, rubrique "Politiques publiques", "Environnement, risques naturels et technologiques", "Energies renouvelables", "Photovoltaïque" ;
- sur le site internet www.projets-environnement.gouv.fr.

Des points d'accès à des postes informatiques, où le dossier pourra également être consulté, seront disponibles à :

- la mairie de Bonnac-la-Côte, aux jours et horaires précités ;
- la préfecture de la Haute-Vienne, direction de la légalité, bureau des procédures environnementales et de l'utilité publique (BPEUP), 1 rue de la préfecture, accueil rue Daniel Lamazière à Limoges, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public (se munir d'une pièce d'identité et prévenir, préalablement à la visite, par l'intermédiaire du standard de la préfecture au 05 55 44 18 00).

Toute personne pourra, dès la parution de l'avis d'ouverture d'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès des services de la préfecture - direction de la légalité - bureau des procédures environnementales et de l'utilité publique.

Article 3 : Désignation du commissaire enquêteur

Par décision en date du 26 mai 2021, le vice-président du tribunal administratif de Limoges a désigné M. Benoist Delage, conseiller de chambre régionale des comptes en retraite, en qualité de commissaire enquêteur pour la conduite de l'enquête susvisée.

Le commissaire enquêteur recevra les observations et propositions du public en mairie de Bonnac-la-Côte les :

- lundi 28 juin 2021 de 09h00 à 12h00
- samedi 10 juillet 2021 de 09h00 à 12h00
- jeudi 15 juillet 2021 de 14h00 à 17h30
- mercredi 21 juillet 2021 de 09h00 à 12h00
- vendredi 30 juillet 2021 de 14h00 à 17h30

Article 4 : Observations et information du public

Pendant toute la durée de l'enquête sera tenu à la disposition du public, en mairie de Bonnac-la-Côte, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, un registre d'enquête établi sur feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, **destiné à recevoir les observations et propositions du public.**

Le public pourra également adresser ses observations et propositions au commissaire enquêteur **lors de ses permanences, par voie postale** à la mairie de la commune de Bonnac-la-Côte - 10 rue de la Mazelle - 87270 Bonnac-la-Côte - **ainsi que par voie électronique** à l'adresse suivante: pref-enquete-publique@haute-vienne.gouv.fr, sous l'objet "Enquête publique parc photovoltaïque Bonnac-la-Côte", à l'attention du commissaire enquêteur.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur pendant ses permanences seront annexées au registre d'enquête et consultables en mairie.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet des services de l'État dans la Haute-Vienne.

Les observations et propositions du public reçues avant le premier jour de l'enquête à 09h00 et après le dernier jour de l'enquête à 17h30 ne seront pas prises en compte.

Toutes les observations et propositions du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fera la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Des informations relatives au projet peuvent être demandées auprès de la SARL IRISOLARIS, à l'adresse suivante : pole_developpement@irisolaris.com en indiquant la référence du projet : 13A2-DEV.

Article 5 : Modalités de publicité de l'enquête

Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, quinze (15) jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit (8) premiers jours de celle-ci dans deux journaux diffusés dans le département de la Haute-Vienne (Le Populaire du Centre et Union & Territoires).

Le même avis sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Haute-Vienne, à l'adresse suivante : www.haute-vienne.gouv.fr, rubrique "Politiques publiques", "Environnement, risques naturels et technologiques", "Energies renouvelables", "Photovoltaïque" ainsi que sur le site Internet www.projets-environnement.gouv.fr.

Il sera également publié par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé, quinze (15) jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête, et pendant toute la durée de celle-ci à la mairie de Bonnac-la-Côte. L'accomplissement de cette formalité de publicité incombe au maire de la commune et est certifié par lui.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage de l'avis d'enquête sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches en caractères noirs sur fond jaune, d'un format A2 au minimum, comporteront le titre "avis d'enquête publique", en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur.

Article 6 : Mesures sanitaires mises en place pendant le déroulement de l'enquête

La fiche annexée au présent arrêté sera affichée à l'entrée de la mairie, dans la salle de consultation du dossier et dans tout lieu jugé utile par le maire afin de rappeler au public intéressé les mesures sanitaires à respecter dans le cadre de l'organisation de l'enquête publique.

Article 7 : Clôture de l'enquête

À l'expiration du délai d'enquête visé à l'article premier du présent arrêté, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze (15) jours pour produire ses observations.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Le rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve, ou défavorables.

Dans un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au préfet l'exemplaire du dossier d'enquête déposé en mairie de Bonnac-la-Côte, accompagné du registre d'enquête et des pièces annexées, ainsi que son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au président du tribunal administratif de Limoges.

Si ce délai ne peut pas être respecté, un délai supplémentaire pourra être accordé sur demande motivée et après avis du responsable du projet.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera également tenue à la disposition du public à la mairie de Bonnac-la-Côte pendant un an à compter de la date de fin de l'enquête.

Durant la même période, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront mis à disposition du public à la préfecture de la Haute-Vienne, direction de la légalité, bureau des procédures environnementales et de l'utilité publique et seront également consultables sur le site internet des services de l'État dans la Haute-Vienne à l'adresse suivante: www.haute-vienne.gouv.fr, rubrique "Politiques publiques", "Environnement, risques naturels et technologiques", "Energies renouvelables", "Photovoltaïque".

Article 8 : Décision au terme de l'enquête publique

Au terme de l'enquête, et au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le préfet de la Haute-Vienne est compétent pour statuer sur la demande de permis de construire concernant un parc photovoltaïque au sol avenue du chêne vert au lieu-dit "Les Prés", sur le territoire de la commune de Bonnac-la-Côte, déposée par la SAS PARC EOLIEN DE MAISON ROUGE.

Article 9 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, le directeur départemental des territoires de la Haute-Vienne, le maire de la commune de Bonnac-la-Côte et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 4^e JUIN 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Jérôme DECOURS

MESURES SANITAIRES COVID-19 MISES EN PLACE

à l'occasion d'une **ENQUÊTE PUBLIQUE**

(sous réserve des mesures spécifiques complémentaires apportées par chaque mairie)

Vous souhaitez consulter un dossier de travaux dont l'autorisation d'exécution est soumise préalablement à une enquête publique.

Dans le cadre des mesures nécessaires à la sécurité sanitaire à mettre en place pendant cette procédure, il convient pour les personnes intéressées de **se laver les mains avec le gel hydroalcoolique dès l'entrée dans la pièce et plus particulièrement avant :**

- **la manipulation du dossier d'enquête publique.** Dans l'hypothèse d'une consultation du dossier d'enquête publique au moyen de l'ordinateur portable mis à disposition, il conviendra après usage d'en désinfecter le clavier à l'aide du produit réservé à cet effet.
- **l'inscription d'observations dans le registre.** L'usage d'un stylo personnel est conseillé, à défaut il convient de désinfecter le stylo fourni à l'aide du produit désinfectant mis à disposition.

De plus, pour un échange avec le commissaire enquêteur désigné pour la tenue de l'enquête publique, au cours de ses permanences, il convient de **porter obligatoirement un masque, les personnes non munies d'une telle protection ne seront pas reçues par le commissaire enquêteur.** Les entretiens sont limités à deux personnes à la fois.

À l'issue de la visite, le public devra se nettoyer les mains avec du gel hydroalcoolique.

En tout état de cause, les gestes barrières et la distanciation sociale doivent être scrupuleusement respectés et appliqués.